
**Crise et affaiblissement
de l'Europe du Sud :
implications pour la Turquie**

Eduard Soler i Lecha

Juillet 2013



**Programme
Turquie contemporaine**

L'Ifri est, en France, le principal centre indépendant de recherche, d'information et de débat sur les grandes questions internationales. Créé en 1979 par Thierry de Montbrial, l'Ifri est une association reconnue d'utilité publique (loi de 1901).

Il n'est soumis à aucune tutelle administrative, définit librement ses activités et publie régulièrement ses travaux.

L'Ifri associe, au travers de ses études et de ses débats, dans une démarche interdisciplinaire, décideurs politiques et experts à l'échelle internationale.

Avec son antenne de Bruxelles (Ifri-Bruxelles), l'Ifri s'impose comme un des rares *think tanks* français à se positionner au cœur même du débat européen.

*Les opinions exprimées dans ce texte
n'engagent que la responsabilité des auteurs.*

ISBN : 978-2-86592-875-0
© Ifri – 2013 – Tous droits réservés

Ifri
27 rue de la Procession
75740 Paris Cedex 15 – FRANCE
Tél. : +33 (0)1 40 61 60 00
Fax : +33 (0)1 40 61 60 60
Email : ifri@ifri.org

Ifri-Bruxelles
Rue Marie-Thérèse, 21
1000 – Bruxelles – BELGIQUE
Tél. : +32 (0)2 238 51 10
Fax : +32 (0)2 238 51 15
Email : info.bruxelles@ifri.org

Site Internet : ifri.org

Notes franco-turques

Le programme Turquie contemporaine de l'Ifri s'efforce d'encourager le dialogue franco-turc sur des thématiques d'intérêt commun.

Dans cet esprit, l'Ifri publie une série de « Notes franco-turques » rédigées par des experts français, turcs ou d'autres pays. Elles sont destinées à fournir des éléments d'éclairage de fond sur les déterminants de la relation bilatérale, mais aussi sur les principales évolutions de la Turquie contemporaine ou sur des questions d'ordre régional.

Cette collection respecte les normes de qualité de l'Ifri (évaluation par des pairs et suivi éditorial).

Edition : Dorothee Schmid

Auteur

Eduard Soler i Lecha, Docteur en relations internationales de l'Université Autonome de Barcelone, est coordinateur de recherche au CIDOB (Barcelona Center for International Affairs), et chargé d'enseignement à l'Université Autonome de Barcelone et à l'Institut Barcelona d'Estudis Internacionals (IBEI). Ses domaines d'expertise sont le processus d'adhésion de la Turquie à l'UE, la politique étrangère de la Turquie, les relations euro-méditerranéennes et les problématiques de sécurité en Méditerranée. Il collabore régulièrement avec les médias espagnols et a publié de nombreux articles dans des revues comme *Mediterranean Politics*, *Insight Turkey* et *Europe's World*¹.

¹ L'auteur tient à remercier Pelin Gönül Sahin et Olivier Milland, assistants de recherche au CIDOB, pour leur aide et leurs suggestions lors de la rédaction de cet article

Sommaire

RESUME	4
INTRODUCTION	5
INTERETS ECONOMIQUES ET PERCEPTIONS TURQUES D'UNE EUROPE EN CRISE	7
DES AMIS EN CRISE	10
LA MEDITERRANEE ORIENTALE : DES MESSAGES AMBIVALENTS	16
SCENARIOS D'EVOLUTION	21

Résumé

L'évolution de la crise économique et politique de l'Europe du Sud est désormais un paramètre important pour prévoir l'évolution des relations euro-turques. Cette crise et sa gestion ont des retombées négatives pour les intérêts économiques de la Turquie et contribuent à détériorer l'image de la construction européenne auprès des élites et du grand public en Turquie. En outre, l'affaiblissement économique et politique de pays amis comme l'Italie et l'Espagne affaiblit les partisans d'une relance du processus d'adhésion. La situation en Méditerranée Orientale est particulièrement délicate, car l'impact de la crise sur les différends gréco-turcs et le problème de Chypre est ambivalent. Les scénarios d'évolution sont donc très ouverts et peuvent avancer dans des directions opposées.

Introduction

La crise que traverse l'Europe du Sud ne devrait pas laisser la Turquie indifférente. Parmi les pays les plus touchés par cette crise aux aspects multiples, on retrouve la République de Chypre et la Grèce, pays avec lesquels la Turquie entretient encore des conflits ouverts, mais aussi des pays comme l'Espagne, l'Italie et le Portugal, souvent considérés comme des amis et qui ont traditionnellement soutenu la volonté turque de devenir membre de l'Union Européenne (UE). Une crise qui affecte quelques-uns des premiers partenaires économiques de la Turquie est en soi déjà une mauvaise nouvelle pour Ankara ; l'affaiblissement politique de ses alliés traditionnels est encore plus problématique.

2013 devrait être une année de transition pour les pays de l'Europe du Sud et aussi pour les relations entre la Turquie et l'UE. Après cinq longues années de crise économique, il est possible que 2013 marque le début d'une faible reprise économique en Europe. Mais la récession pourrait aussi s'aggraver et le coût payé par les sociétés de l'Europe du Sud serait alors encore plus élevé. En parallèle, un demi-siècle après la signature de l'accord d'Ankara, les relations euro-turques se trouvent dans l'impasse. Suite aux manifestations du mois de juin en Turquie et la répression du gouvernement, les Européens ont décidé de retarder encore les discussions sur l'ouverture de nouveaux chapitres de négociation jusqu'à l'automne 2013. Cette décision est le résultat d'un compromis entre la position allemande, soutenu par les Pays Bas et l'Autriche, qui prônaient le gel du processus de négociations, et les positions des autres Etats membres, y compris ceux de l'Europe du Sud, qui considéraient que le moment était au contraire venu de s'engager d'avantage avec la Turquie. Ainsi, en octobre 2013, on pourrait assister à un déblocage des négociations d'adhésion, mais si cela ne se produit pas, la frustration du gouvernement et de la population pourrait s'enraciner en Turquie et agrandir la brèche émotionnelle qui sépare aujourd'hui ce pays du projet de construction européenne.

L'évolution de la crise économique et politique de l'Europe du Sud est un des éléments à prendre en compte si l'on veut projeter des scénarios de revitalisation des relations euro-turques. Le contexte semble certes aujourd'hui un peu plus favorable du fait des changements politiques en France et à Chypre, mais demeure très compliqué, certains pays européens mettant désormais en avant les difficultés internes de la Turquie pour exprimer de façon détournée leur opposition à son intégration européenne. La crise de l'Europe du Sud n'est certainement pas le seul facteur ni l'élément le plus déterminant

dans l'équation, mais les possibilités de tourner la page et d'oublier les sept années perdues dans le processus de négociation, augmenteraient significativement si les Européens se montraient capables de résoudre favorablement la plus grave des crises vécues par l'UE depuis sa création. Il faudrait pour cela que le renforcement de l'Union soit vu comme une réponse efficace à la crise, que des pays comme l'Italie et l'Espagne redeviennent à nouveau des acteurs et non l'objet du débat, que les Turcs cessent de penser que, si leur pays avait été membre de l'UE, il pourrait lui aussi connaître à présent une crise comme la crise grecque ; il faudrait aussi que, telle une clé de judo, cette crise force la reprise du processus de réunification chypriote et la résolution des multiples différends gréco-turcs.

Le présent texte centre ainsi son attention sur trois aspects : (1) l'impact de la crise sur l'économie turque et sur la perception qu'a la Turquie de l'Union Européenne ; (2) l'affaiblissement économique et politique des pays amis comme l'Italie et l'Espagne et les possibles conséquences de cette dynamique sur les relations euro-turques et, (3) les retombées de la crise sur les conflits en Méditerranée Orientale. Nous proposerons *in fine* trois possibles scénarios pour l'avenir des relations euro-turques.

Intérêts économiques et perceptions turques d'une Europe en crise

Un premier constat important est que la Turquie s'est remise beaucoup plus rapidement que la plupart des pays européens des effets de la crise économique et financière mondiale (voir table 1). Dans une première phase, entre 2008 et 2009, la Turquie a subi une forte baisse du PIB, due surtout à une chute de la demande extérieure et à une contraction des investissements, parmi les plus importantes observées dans les pays de l'OCDE. Toutefois, et contrairement à la plupart des pays de l'UE, la Turquie a enchaîné sur une récupération économique surprenante. Après une chute initiale de la croissance de 4,8% en 2009, son taux de croissance s'est de nouveau hissé parmi les plus élevés des pays du G20, soit 9,2% en 2010 et 8,5% en 2011².

Table 1 : Taux de croissance du PIB en Turquie et en Europe du Sud (2008-2011)

	2008	2009	2010	2011
Grèce	-0.16	-3.25	-3.52	-6.91
Italie	-1.16	-5.49	1.80	0.43
Portugal	-0.01	-2.91	1.4	-1.67
Espagne	0.89	-3.74	-0.32	0.41
Turquie	0.66	-4.83	9.2	8.5

Source : élaboration de l'auteur avec les données du International Monetary Fund, World Economic Outlook Database, October 2012

A partir de 2012, le taux de croissance turc se stabilise à 3% et les prévisions restent assez prudentes pour 2013 (environ 3,5%). Trois éléments ont freiné la croissance depuis 2011: la crise prolongée que traversent la plupart des pays européens, l'instabilité géopolitique au Moyen-Orient, et aussi les mesures prises par la banque centrale turque pour éviter la surchauffe économique.

² Fond Monétaire International, *IMF Executive Board Concludes 2012 Article IV Consultation with Turkey*, 20 novembre 2012.

La Turquie n'est pas indifférente à la stagnation et à la menace d'une récession dans des pays comme l'Italie et l'Espagne, qui figurent parmi ses dix premiers partenaires commerciaux. Surtout si cette contraction risque d'amplifier un des principaux problèmes structurels de l'économie turque : le déficit commercial. Le déficit commercial de la Turquie vis-à-vis de l'UE a augmenté rapidement depuis le début de la crise et l'Europe du Sud est en partie responsable de cette variation. Depuis 2008, le déficit commercial turc avec ces pays, qui représentent près de 10% du commerce extérieur turc et un quart du commerce avec l'UE, a été multiplié par six (voir table 2). Ainsi, la reprise de l'économie européenne, y compris italienne et espagnole, est une des clés pour retrouver des taux élevés de croissance en Turquie, diminuer le déficit commercial et assainir la balance des paiements.

Table 2 : Balance commerciale de la Turquie avec les pays de l'Europe du Sud (2006-2012) en milliers de dollars

	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Espagne	-112132	237001	-500915	-958447	-1303857	-2278893	-3720982
Italie	-1897231	-2271220	-2863049	-1705687	-3634611	-5598381	-6968522
Grèce	557262	1312497	1279253	498571	-85922	-1015514	-2137385
Portugal	180863	143957	60893	-9068	-38430	-160817	-203136
TOTAL	-1271237	-577764	-2023818	-2174631	-5062820	-9053605	-13030025

Source : élaboration de l'auteur avec les données de TUIK³

Mais les intérêts économiques ne sont pas seuls en jeu. L'image et la capacité d'attraction de l'UE sur les citoyens turcs dépendront aussi de la bonne ou de la mauvaise gestion de la crise. Depuis 2004 le soutien à l'adhésion et surtout l'espoir de devenir membre de l'UE se ressentent en Turquie des ambiguïtés et des blocages permanents du processus de négociation, ainsi que des discours anti-turcs de certains hommes et femmes politiques européens. La crise que connaît l'UE érode l'attractivité du projet européen tandis que l'économie turque progresse. Malgré tout, une partie importante de la population turque persiste dans sa volonté de devenir membre de l'UE. Selon l'Eurobaromètre de 2011, 59% des Turcs se disaient favorable à l'adhésion contre 28% s'y opposant⁴. Un sondage du *think-tank* turc TESEV fournissait la même année des données encore plus favorables, 69% se prononçant en faveur de

³ Tous les données sur le commerce extérieures de la Turquie sont disponibles sur le site du service des statistiques turc, TUIK: <http://www.turkstat.gov.tr>

⁴ Commission européenne, DG Communication / TNS Opinion & Social, *Standard Eurobarometer 74, Autumn 2010, Public Opinion in the European Union*, Bruxelles, 2010.

l'adhésion⁵. En revanche, les enquêtes de Pew Global Attitudes en 2011 indiquent une majorité plus étroite (52%)⁶. Enfin, selon un sondage d'un autre think-tank turc, EDAM, seulement un tiers des personnes interrogées estimait que la Turquie devrait persister dans sa volonté de devenir membre de l'UE⁷. Ces oscillations peuvent s'expliquer par la façon de poser la question, l'échantillon du sondage ou le moment où les enquêtes ont été conduites. Mais cela pourrait aussi indiquer que le soutien de la population turque au projet européen peut varier en fonction du contexte et des conditions posées pour l'adhésion.

Les élites turques donnent également des signes réitérés de désenchantement et de frustration. Les déclarations du Premier Ministre Recep Tayyip Erdoğan, qualifiant le retard dans le processus de négociation d'impardonnable et évoquant l'entrée de la Turquie dans l'Organisation de Coopération de Shanghai, présentée comme une alternative à l'UE, en sont un bon exemple⁸. Les Turcs sont-ils en train de réévaluer les coûts et bénéfices potentiels de l'adhésion ? Les déclarations de plusieurs responsables politiques sont assez révélatrices de cette tendance : ainsi du ministre des Affaires européennes, Egemen Bağış, affirmant que l'Europe a davantage besoin de la Turquie que l'inverse⁹, ou du ministre des Finances, Mehmet Şimşek, se prononçant en faveur de l'adhésion à l'UE tout en avançant des réserves sur l'adoption de l'euro¹⁰. Même le président Abdullah Gül montrait fin 2012 une forme d'inquiétude sur l'avenir de la construction européenne : « Au Nord, l'Europe est à la croisée des chemins, dans un processus de destruction créative, avec des ramifications potentiellement importantes bien au-delà des limites de l'Union européenne »¹¹.

⁵ Mensur Akgün et al., *Foreign Policy Perceptions in Turkey*, Istanbul, TESEV, 2011.

⁶ Voir « On eve of elections, a more upbeat mood in Turkey », Pew Research Center, 7 June 2011.

⁷ EDAM, « Public Opinion Surveys of Turkish Foreign Policy 2013/1 », disponible sur le site : <http://www.edam.org.tr/eng/document/EDAM%20Poll%202013-1.pdf>

⁸ « Erdoğan: Turkey considers Shanghai organization an alternative to EU », *Today's Zaman*, 25 January 2013.

⁹ « EU needs Turkey more than Turkey needs it, says Bağış » in *Today's Zaman*, 7 Janvier 2011

¹⁰ Kristina Karasu, 2012, « Turkey and the Euro crisis: EU membership losing its appeal », *Spiegel Online* [<http://www.spiegel.de>], 14 Août 2012

¹¹ Abdullah Gül, « Crisis and Transformation », *Project Syndicate*, 31 Décembre 2012.

Des amis en crise

Avec la Grande-Bretagne, la Suède ou la Finlande, les pays du quadrant sud-ouest de l'UE comptent parmi les plus favorables à l'adhésion turque. Les gouvernements italien, espagnol et portugais, ont de façon générale appuyé le renforcement des relations politiques et économiques avec la Turquie, sur le plan bilatéral mais aussi à l'échelle européenne. Ces pays représentaient jusqu'à présent pour la Turquie à la fois un marché, une source d'investissement et un soutien politique.

L'Espagne, par exemple, s'est toujours montrée favorable à la candidature turque, dans le cadre de son soutien global à l'élargissement de l'UE. La position espagnole n'a pas varié malgré les changements politiques à Madrid. D'abord Felipe González, puis José María Aznar et José Luis Rodríguez Zapatero, maintenant Mariano Rajoy, ont soutenu l'approfondissement des liens entre la Turquie et l'Union Européenne¹². Seuls les arguments avancés pour justifier cette position ont changé. Le Parti populaire s'est ainsi concentré sur les aspects géostratégiques et économiques, tandis que les socialistes ont présenté l'adhésion turque comme une façon de rapprocher l'Europe et plus généralement l'Occident des pays islamiques et de réaffirmer le caractère inclusif du processus de construction européenne ; le processus favoriserait aussi la modernisation et démocratisation de la Turquie elle-même¹³. L'unanimité politique sur cette question, la faible attention portée au sujet par les médias espagnols et aussi le fait que la population turque résidente en Espagne soit très peu nombreuse¹⁴, expliquent l'absence d'un débat public large sur les relations turco-européennes en Espagne.

Les relations politiques hispano-turques connaissent depuis quelques années une vraie lune de miel : absence de conflits bilatéraux, institutionnalisation de sommets gouvernementaux annuels

¹² Eduard Soler i Lecha, « Las relaciones hispano-turcas: buena sintonía pese al estancamiento europeo », *Anuario Internacional CIDOB 2011*, Barcelona, CIDOB, 2011, p. 427-433.

¹³ Irene García et Eduard Soler i Lecha, « Spanish Perceptions », in Sait Akşit, Özgehan Şenyuva et Çiğdem Üstüñn (dir.), *Turkey Watch: EU Member States' Perceptions on Turkey's Accession to the EU*, Ankara, CES-METU, novembre 2009, p. 74-89.

¹⁴ 1.713 personnes en décembre 2010, selon les données officielles espagnoles. Voir : <http://extranjeros.mtin.es/es/InformacionEstadistica/Informes/Extranjeros31Diciembre2010/index.html>

et initiatives partagées telle que l'Alliance des Civilisations¹⁵. Mais c'est surtout en termes économiques que le rapprochement a connu un saut qualitatif, en particulier depuis l'entrée en vigueur, en 1996, de l'union douanière entre l'UE et la Turquie. Les échanges commerciaux entre l'Espagne et la Turquie sont aujourd'hui revenus au même niveau qu'avant la crise, avec un excédent commercial pour l'Espagne de 3,7 milliards de dollars, en croissance¹⁶. En 2012 l'Espagne était le 10^e marché pour la Turquie à l'export, et son 9^e fournisseur. La progression est spectaculaire depuis 2001 : l'augmentation est de 291% pour les exportations et de 464% pour les importations. Concernant les investissements, il faut aussi signaler l'implantation croissante des entreprises espagnoles en Turquie, avec des projets phare comme la participation espagnole dans la construction de la ligne ferroviaire à grande vitesse reliant Istanbul à Ankara ou l'acquisition par le BBVA d'un quart de Garanti, la troisième banque turque¹⁷.

Les relations entre la Turquie et **le Portugal** sont moins intenses qu'avec son voisin ibérique mais elles ont suivi une évolution parallèle. Les autorités portugaises ont généralement soutenu l'intégration de la Turquie à l'UE, souligné les atouts géopolitiques de la Turquie et cherché à intensifier les relations économiques. Certains partis politiques, comme le Parti populaire (CDS-PP) de Paulo Portas, ont cependant proposé un statut avancé comme alternative à l'adhésion. Fait intéressant, une fois au gouvernement et concrètement installé au poste de ministre des Affaires étrangères, Portas avait changé d'avis et se déclarait favorable à l'entrée de la Turquie dans l'UE¹⁸.

L'Italie est aussi perçue comme un des soutiens à la candidature européenne de la Turquie, avec un consensus assez large parmi les partis politiques dominants et dans le monde des affaires. La formation d'un gouvernement de coalition avec Enrico Letta comme Président du Conseil suite aux élections de février 2013 est plutôt une bonne nouvelle pour Ankara puisque Emma Bonino, notablement favorable à l'adhésion turque, a été nommé ministre des Affaires Étrangères. Pro-turque, européenne et très engagée dans la défense des droits de l'Homme, la ministre peut avoir une influence significative dans le débat européen sur la Turquie.

¹⁵ Laia Mestres et Eduard Soler i Lecha, « Spain and Turkey: A Long-Lasting Alliance in a Turbulent Context », *Insight Turkey*, Vol. 8, n° 2, avril-juin 2008, p. 117-126.

¹⁶ Données disponibles sur le site du service des statistiques turc, <http://www.turkstat.gov.tr>

¹⁷ William Chislett, « Turkey's Economy Slows Down: Will this Affect Spain's Burgeoning Trade and Investment? », *Análisis del Real Instituto Elcano* n°2, janvier 2013.

¹⁸ Paulo Gorjão, « Portugal-Turquie : une relation de plus en plus riche », *Turkey Policy Brief Series* n°7, IPLI-TEPAV, 2012.

Comme en Espagne, le centre-droit et le centre-gauche utilisent des arguments différents pour soutenir la candidature turque : les premiers avancent des raisons de sécurité ou de nature économique, tandis que le centre-gauche est plus ouvert sur les questions symboliques, culturelles et identitaires¹⁹. Le consensus en Italie n'est pas total : l'extrême gauche exprime des doutes concernant la gestion du dossier kurde par l'Etat turc et la situation des droits de l'Homme ; l'extrême droite et la *Lega Nord* ont à plusieurs reprises fondé leur opposition sur un discours identitaire.

Ces polémiques isolées n'ont pas nui aux relations économiques, qui sont plus fortes que jamais. En 2008, la Turquie était le troisième partenaire économique de l'Italie et bénéficiait d'une balance commerciale très positive. Pour Luca Cordero di Montezemolo, ancien dirigeant de l'organisation patronale italienne Cofindustria, « la Turquie est déjà dans l'Union européenne »²⁰. Ce constat est évident quand on observe les échanges économiques par secteur : la présence des entreprises italiennes en Turquie est importante, dans des secteurs variés allant de la banque à l'automobile ou à l'énergie (ENI, Unicredit, FIAT). Seuls les agriculteurs se sentent menacés par la concurrence turque, surtout si un jour la Turquie pouvait bénéficier de la Politique agricole commune²¹.

On observe, donc, une bonne santé des relations politiques et économiques entre la Turquie, d'une part, et l'Espagne, le Portugal et l'Italie, de l'autre. Néanmoins les opinions publiques de ces trois pays ont commencé récemment à nuancer leur traditionnel soutien à l'élargissement de l'UE. Le soutien des opinions publiques européennes à l'élargissement de l'UE, en général, et à l'adhésion de la Turquie, en particulier, diminue progressivement depuis quelques années. Si l'on compare les réponses à l'Eurobaromètre de 2012 à celles de 2008 (voire table 3), on remarque que, dans l'ensemble de l'UE, l'opposition à l'élargissement a augmenté de 14 points. Cette tendance est particulièrement accentuée dans des pays très touchés par la crise comme Chypre (+25) ou l'Espagne (+23) et dans des pays comme la République tchèque (+25), la Finlande (+21) et la Slovaquie (+21), où se sont développés de forts mouvements eurosceptiques et des oppositions politiques aux plans de sauvetage pour l'Europe du Sud.

¹⁹ Emiliano Alessandri et Ebru Canan, « Mamma Li Turchi!: Just An Old Italian Saying », in Natalie Tocci, (dir.), *Talking Turkey in Europe: Towards a Differentiated Communication Strategy*, Roma, Istituto Affari Internazionali, 2008, p. 14-15.

²⁰ Emiliano Alessandri et Sebastiano Sali, « Turkey-EU Relations: A View from Italy », in Sait Akşit, Özgehan Şenyuva et Çiğdem Üstüñn (dir.), *Turkey Watch: EU Member States' Perceptions on Turkey's Accession to the EU*, CES-METU, Ankara, 2009, p. 58-73.

²¹ Emiliano Alessandri et Ebru Canan, *art. cit.*, p. 22-23.

Table 3 : Variation de l'opposition à des nouveaux élargissements (2008-2012)

	EB69 (2008)	EB 77 (2012)	Variation
AT	63%	73%	+ 10
BE	48%	61%	+ 13
BG	8%	22%	+ 14
CY	23%	48%	+ 25
CZ	26%	51%	+ 25
DE	58%	74%	+ 16
DK	41%	50%	+ 9
EE	25%	44%	+ 19
EL	38%	48%	+ 10
ES	16%	39%	+ 23
EU27	39%	53%	+ 14
FI	50%	71%	+ 21
FR	60%	70%	+ 10
HU	23%	35%	+12
IE	31%	47%	+ 16
IT	37%	52%	+ 15
LT	16%	27%	+ 11
LU	59%	66%	+ 7
LV	26%	41%	+ 15
MT	15%	32%	+ 17
NL	46%	62%	+ 16
PL	12%	26%	+ 14
PT	31%	41%	+ 10
RO	8%	18%	+ 10
SE	36%	45%	+ 9
SI	21%	38%	+ 17
SK	21%	42%	+ 21
UK	50%	59%	+ 9

Source : Eurobaromètre 69 (2008) et Eurobaromètre 77 (2012)

Les opinions publiques de l'UE sont particulièrement opposées à l'adhésion de la Turquie (voir table 4). Bien que les dernières données disponibles pour cette question datent de la fin 2010, on observe que les pays où l'opposition avait le plus augmenté étaient, à nouveau, des pays fortement touchés par la crise : l'Irlande (+14), l'Espagne (+14), ou le Portugal (+9). Malgré cette augmentation, leurs niveaux d'opposition (46% pour l'Espagne, 50% au Portugal et 56% en Irlande) ne sont pas comparables à celui de l'Autriche (91%) ou de l'Allemagne (78%). Néanmoins, si cette tendance persiste, la Turquie pourrait perdre le peu d'appui qui lui reste auprès des opinions publiques européennes. Soulignons encore une fois que le problème ne concerne pas uniquement la Turquie, mais touche la construction

européenne en général, puisque les niveaux de méfiance à l'égard de l'UE sont devenus très forts dans les pays de l'Europe du Sud. 81% des Grecs et 72% des Espagnols répondaient dans l'Eurobaromètre 78 (2012) qu'ils n'avaient pas confiance dans l'UE ; avant la crise (EB 67/2007) seulement 23% des Espagnols et 37% des Grecs pensaient ainsi.

Table 4 : Variation de l'opposition à l'adhésion de la Turquie à l'UE (2008-2010)

	EB69 (2008)	EB 74 (2010)	Variation
AT	85%	91%	+ 6
BE	63%	69%	+ 6
BG	38%	49%	+ 11
CY	85%	82%	- 2
CZ	55%	60%	+ 5
DE	77%	78%	+1
DK	62%	66%	+ 4
EE	53%	56%	+ 3
EL	78%	76%	- 2
ES	32%	46%	+ 14
EU27	55%	59%	+ 4
FI	64%	71%	+7
FR	71%	66%	- 5
HU	40%	40%	=
IE	42%	56%	+ 14
IT	58%	61%	+ 3
LT	45%	40%	+ 4
LU	75%	70%	- 5
LV	50%	54%	+ 4
MT	43%	47%	+ 4
NL	55%	62%	+ 7
PL	41%	44%	+ 3
PT	41%	50%	+ 9
RO	15%	16%	+ 1
SE	45%	44%	+ 1
SI	46%	47%	+ 1
SK	61%	63%	+ 2
UK	49%	55%	+ 6

Source : Eurobaromètre 69 (2008) et Eurobaromètre 74 (2010)

Au niveau des élites, des experts et des gouvernements européens, l'impact a été, pour le moment, moins significatif et on trouve même des voix qui appellent à une relance des négociations avec la Turquie et à ne pas laisser tomber l'élargissement comme outil de transformation des pays voisins ou même comme mécanisme de

sortie de crise. En ce qui concerne la Turquie, on peut signaler des initiatives comme celle des cinq pays « amis de la Turquie », un groupe informel qui inclut la Suède, la Finlande, le Royaume Uni, l'Espagne et l'Italie et qui, en octobre 2011, avait proposé un plan en trois étapes pour revitaliser les négociations d'adhésion. Quelques mois plus tard, onze ministres des Affaires étrangères de l'UE₇ ont signé une lettre appelant l'UE à ne pas tourner le dos à son voisinage, faisant valoir l'importance économique et stratégique de la Turquie et les avantages du processus d'adhésion²².

En outre, les gouvernements de certains Etats membres ont réaffirmé, de façon individuelle, leur soutien à la candidature turque. En 2010, par exemple, le Premier ministre britannique David Cameron a « averti l'UE qu'il ne fallait pas exclure la Turquie »²³. La Suède, de son côté, a annoncé en mars 2010 une augmentation de 27 millions de couronnes (soit un peu plus de 3 millions d'euros) pour son programme de soutien au processus de réformes en Turquie²⁴. Enfin, en novembre 2012, lors du IV^e sommet hispano-turc, le président du gouvernement espagnol Mariano Rajoy a réaffirmé son soutien à la candidature turque pourvu que la Turquie remplisse les conditions requises²⁵. Finalement, l'Italie, avec Emma Bonino aux Affaires étrangères, a joué un rôle important pour régler la crise des relations euro-turques après les protestations populaires de juin 2013 en Turquie. Le pays s'est clairement aligné avec d'autres Etats-membres, tels que la Suède, qui prônaient davantage d'engagement avec la Turquie. La ministre italienne a affirmé qu'il s'agissait du premier test sérieux pour la solidité de la démocratie turque et pour son processus d'adhésion à l'Europe, et qu'au lieu de bloquer les négociations il fallait ouvrir des nouveaux chapitres, comme celui concernant la justice et les droits fondamentaux.

Malgré cela, les négociations d'adhésion de la Turquie ne sont pas sorties du coma et la politique d'élargissement de l'UE manque de souffle. L'affaiblissement politique de plusieurs des amis de la Turquie est significatif. L'Espagne et l'Italie, en particulier, sont obligées de concentrer leurs efforts sur la gestion de la crise économique ; l'adhésion de la Turquie, comme la politique étrangère en général, n'est plus au centre de leurs politiques européennes. Enfin le Royaume-Uni, allié le plus solide d'Ankara, est de plus en plus isolé sur la scène européenne, surtout si l'on prend au sérieux sa possible sortie de l'UE suite au référendum annoncé d'ici à 2017. La légitimité des Britanniques pour définir la politique d'élargissement de l'UE se voit ainsi *de facto* limitée.

²² Audronius Ažubalis *et al.* « The EU and Turkey: Steering a Safer Path Through the Storms », *EU Observer*, 11 Décembre 2011.

²³ Nicholas Watt, « David Cameron warns EU not to shut Turkey out », *The Guardian*, 27 Juillet 2010.

²⁴ Site Officiel du Gouvernement suédois, « Sverige stärker stödet till Turkiets EU-anslutningsprocess », 19 Mars 2010.

²⁵ Site Officiel du Gouvernement Espagnol « President of the Government confirms that Spain supports European aspiration of Turkey », 27 Novembre 2012

La Méditerranée orientale : des messages ambivalents

La Méditerranée orientale est un des espaces les plus sensibles de l'Europe, entre la persistance de conflits gelés et l'impact extrêmement fort de la crise de la Zone euro pour des pays comme la Grèce et Chypre. Si un pays illustre la brutalité de la crise économique, c'est bien la Grèce. La crise a bouleversé le paysage politique grec et obligé le gouvernement à introduire des coupes budgétaires drastiques et à mettre en place une politique de privatisations massives. Le chômage a augmenté de façon exponentielle et le conflit social s'est installé dans la rue. Pendant les moments les plus durs de la crise, les médias et les responsables politiques européens ont même spéculé sur le « *Grexit* », c'est-à-dire, une possible expulsion de la Grèce de la Zone euro, voire de l'Union européenne. Le virus de la crise grecque a de surcroît été transmis à Chypre du fait de la surexposition du système financier chypriote à la dette publique grecque. En mars 2013 la situation est devenue intenable et la gestion maladroite du plan de sauvetage chypriote a beaucoup contribué à attirer tous les regards vers cette île de la Méditerranée.

L'impact de la crise économique sur les relations gréco-turques et sur le conflit chypriote s'avère bien différent, en nature et intensité, de ce qu'on a vu pour les relations avec Madrid, Rome et Lisbonne. Nous parlons ici de pays qui ont des rapports historiques tendus, des conflits ouverts et des différends multiples. Des pays qui, malgré la proximité géographique, entretiennent avec la Turquie des relations économiques discrètes (pour la Grèce) ou presque inexistantes (pour la République de Chypre). En outre, une grande partie des Grecs et des Chypriotes perçoivent la Turquie comme une menace et les relations avec ce pays demeurent un sujet controversé, très présent dans le débat politique et social.

Concernant **les relations gréco-turques**, il faut rappeler que, depuis plus d'une décennie, les deux pays ont initié un processus de détente qui a débuté au moment des tremblements de terre qui ont frappé les deux pays à l'été 1999, débouchant sur une aide mutuelle. Depuis lors la coopération s'est intensifiée dans des secteurs comme le commerce, le tourisme ou les infrastructures²⁶. Les relations politiques se sont également améliorées, aussi bien avec les

²⁶ Ekavi Athanassopoulou, (2011) « Turkey's Global Strategy: Turkey and Greece », *IDEAS Reports - Special Report*, LSE, 2011.

gouvernements du PASOK que de Nea Dimokratia, sans pour autant résoudre les nombreux différends bilatéraux : la délimitation des eaux territoriales et de l'espace aérien dans la mer Egée, l'exploitation de la plateforme continentale, la démilitarisation des îles égéennes, le statut des minorités musulmanes en Grèce et grecques en Turquie et enfin les positions divergentes des deux pays sur la question chypriote.

Les relations entre la Turquie et **la République de Chypre** sont encore plus tendues, toujours marquées par la division de l'île et la présence de troupes turques au Nord. Après l'échec du « plan Annan », qui, sous l'égide de l'ONU, prônait une solution fédérale rejetée par les gréco-chypriotes lors d'un référendum en 2004, les tentatives de revitaliser les négociations en vue d'une réunification de l'île se sont multipliées mais les résultats sont décevants à ce jour.

Est-ce que la crise économique qui affecte aujourd'hui la Grèce et s'est étendue à Chypre peut provoquer un choc salutaire pour résoudre ces conflits multiples ? Ou, risque-t-elle au contraire de réduire la marge de manœuvre de ceux qui voudrait avancer vers une politique de détente ? Les pays confrontés aux difficultés financières peuvent avoir des motivations supplémentaires pour résoudre les conflits ouverts avec les voisins afin de concentrer toute leur énergie sur leurs problèmes internes et bénéficier des dividendes de la paix. Le dossier chypriote pourrait ici servir d'exemple, puisque la résolution du conflit permettrait l'exploitation des gisements gaziers récemment découverts dans les espaces maritimes disputés, et aussi une commercialisation rapide de ce gaz vers l'Europe en passant par la Turquie²⁷. En ce qui concerne la Grèce, le Vice-Premier ministre turc Ali Babacan avait suggéré en mars 2012 que la crise pouvait représenter une opportunité de rapprochement, signalant que la seule possibilité de sortie de crise pour la Grèce était d'intensifier les liens commerciaux avec la Turquie²⁸. Néanmoins, si la situation économique reste très difficile et si les mesures d'ajustement affectent gravement les conditions de vie des citoyens, les gouvernements de la région peuvent être tentés de poursuivre des politiques encore plus nationalistes afin de distraire momentanément l'attention des opinions de leurs difficultés économiques.

Pour le moment les choix d'Athènes et de Nicosie, ainsi que les réponses d'Ankara, sont ambivalents et suggèrent que l'avenir est ouvert, soit sur un scénario de détente, soit vers une escalade des conflits. Cinq points méritent ici une attention particulière : la course aux armements, les conflits de délimitation des eaux territoriales et du plateau continental, la gestion des frontières, le conflit chypriote et le processus d'adhésion à l'UE.

²⁷ International Crisis Group « Aphrodite's gift : Can Cypriot Gas Power a New Dialogue », Europe Report n° 216, avril 2012.

²⁸ Ayla Albayrak et Joe Parkinson, « Turkey Urges Greece to Boost Trade Supplies », *Wall Street Journal Blogs*, 23 Mars 2012.

Depuis 2008, le budget militaire annuel grec a diminué de 26% selon les estimations du Stockholm International Peace and Research Institute (SIPRI). Avant la crise, les dépenses militaires se montaient à 7.612 millions d'euros, soit 3,2% du PIB²⁹. Malgré la diminution du budget, les dépenses militaires grecques restent cependant parmi les plus importantes des pays européens et les 2^e plus élevées dans l'OTAN (2,1% du PIB), juste derrière les Etats-Unis³⁰. Trois raisons l'expliquent : la chute du PIB pendant la période considérée, la persistance d'une culture de sécurité présentant toujours la Grèce comme menacée par ses voisins, notamment la Turquie et, enfin, le fait qu'une diminution drastique des effectifs de l'armée grecque risquerait d'enfler un taux de chômage déjà très élevé³¹. Des institutions internationales et européennes ont suggéré des coupes budgétaires dans ce domaine. Les propositions réitérées de la Turquie dans le sens d'une réduction mutuelle des dépenses militaires n'ont pas davantage abouti ; même si un tel accord avec Ankara pourrait alléger les difficultés budgétaires d'Athènes, il risque d'être interprété comme un signe de faiblesse et dégrader encore l'image du gouvernement grec vis-à-vis de son opinion publique.

Ce climat de méfiance persistant restreint également la possibilité de résoudre les conflits territoriaux latents entre la Grèce et la Turquie. La délimitation des eaux territoriales et de l'espace aérien fait l'objet de négociations bilatérales depuis la détente initiée en 1999³². Avec la crise, cette dispute a pris une nouvelle dimension. Les difficultés économiques que traversent la Grèce et Chypre ont poussé ces deux pays à accélérer le pas pour exploiter les gisements gaziers découverts dans la mer Egée et surtout en Méditerranée Orientale. La Turquie conteste la délimitation des zones économiques exclusives proposée par Athènes et Nicosie, et les Turcs menacent d'entamer des explorations dans les eaux disputées pour le compte des Chypriotes turcs³³. La situation est encore compliquée par l'implication d'acteurs régionaux comme la Russie, qui a de forts intérêts dans le secteur financier et énergétique chypriote, et Israël, un pays avec qui la Turquie a des relations tendues depuis 2009³⁴.

En parallèle, la crise économique grecque a amplifié l'importance de la question migratoire et du contrôle des frontières. La Grèce a accueilli, au cours de la dernière décennie, un grand nombre

²⁹ Stockholm International Peace and Research Institute, *Background paper on SIPRI military expenditure data 2011, 2012*.

³⁰ Voir Paul Haydon, « Greece's austerity doesn't extend to its arms budget », *The Guardian*, 21 Mars 2012 et aussi Judy Dempsey, « Letter from Europe: Military in Greece is spared cuts », *The New York Times*, 7 Janvier 2013

³¹ Selon *The Military Balance 2012* de l'International Institute for Strategic Studies (IISS), la Grèce avait un effectif militaire de plus de 145.000 personnes.

³² International Crisis Group, *op. cit.*

³³ « Turkey to continue Cyprus gas drill », *Hurriyet Daily News*, 3 octobre 2011.

³⁴ La coopération entre Israël, Chypre et la Grèce s'est beaucoup diversifiée au cours des dernières années. Au-delà des accords déjà signés pour relier les réseaux électriques d'Israël avec l'Europe, les trois pays étudient maintenant la façon d'exploiter les gisements gaziers de Tamar et Léviathan.

d'immigrés arrivés pour la plupart dans le pays de façon irrégulière en passant par la Turquie. Une partie croissante de l'opinion publique grecque exige une politique plus dure sur la question migratoire et jusqu'à présent la réponse gouvernementale s'est focalisée sur la coopération avec FRONTEX, l'agence européenne pour la gestion de la coopération aux frontières extérieures, afin de sceller la frontière terrestre dans la région d'Evros. Néanmoins la pression migratoire ne s'est pas relâchée et explore maintenant la voie maritime³⁵. Du côté turc des réseaux criminels de passeurs – les *kacakci* – se développent et les prix pour traverser la frontière grimpent avec le renforcement des contrôles³⁶. Du côté grec, les immigrants irréguliers sans emploi sont de plus en plus nombreux et la précarité de leur situation est aggravée par la montée de l'intolérance à leur égard, poussant le gouvernement à adopter des mesures draconiennes³⁷. L'absence de dialogue et de coopération entre la Turquie et la Grèce dans ce domaine risque d'ajouter une nouvelle dimension aux conflits déjà existants entre les deux pays, d'élargir le champ d'action des réseaux criminels et d'alimenter la montée du populisme et du racisme.

La division de Chypre reste le talon d'Achille de la stabilité en Méditerranée Orientale. Ce conflit est un des principaux obstacles à la relance des négociations d'adhésion turque à l'UE et entrave en même temps la coopération entre l'UE et l'OTAN à plusieurs niveaux. Jusqu'à présent, on peut distinguer quatre effets collatéraux de la crise économique sur le conflit chypriote. En premier lieu, comme on l'a vu, le gouvernement chypriote s'est vu poussé à exploiter les gisements gaziers découverts sur le littoral sud de l'île. En deuxième lieu, la défaite du parti AKEL aux élections de février 2013 indique que celui-ci, comme la plupart des gouvernements européens, a été fortement puni pour sa gestion de la crise économique. Le nouveau président, Nicos Anastasiades, est considéré comme plus enclin à impulser les négociations de réunification avec les autorités chypriotes turques et il a à plusieurs reprises prôné un changement de stratégie dans le processus de négociations³⁸. Cependant la priorité affichée de sortir de la crise et l'impopularité du plan de sauvetage décidé en mars 2013 pourraient réduire considérablement l'autorité d'Anastasiades pour relancer les négociations. Troisièmement, un des effets moins connus de la crise est la chute de popularité du gouvernement de la République turque de Chypre du Nord (RTCN), lui aussi contraint de mettre en œuvre des mesures d'austérité et de mener à bien des privatisations, sur la toile de fond d'un plan de sauvetage offert par la Turquie. En fait, comme l'expliquent Rebecca Bruant et Christalla

³⁵ Nicolaj Nielsen, « Land border sealed, Greek police chief says », *EUObserver.com*, 27 Décembre 2012

³⁶ Nicolaj Nielsen, « 2013, Istanbul: smuggler capital for EU-bound migrants », *EUObserver.com*, 7 Janvier 2013

³⁷ A titre d'exemple, l'opération « Xenios Zeus » a permis des arrestations sommaires de plus de 1.500 personnes dans le centre d'Athènes au cours d'un seul weekend. Voir: AFP, Grèce: 1.595 arrestations durant la chasse aux sans-papiers du week-end, *L'Express*, 6 août 2012

³⁸ « Turks favor Anastasiades in Greek Cyprus elections » *Today's Zaman*, 10 Février 2013.

Yakinthou³⁹, la Turquie est devenue l'équivalent du FMI pour le Nord de Chypre. Si la Troïka devient la cible du mécontentement populaire dans les pays de l'Europe du Sud, au Nord de Chypre la Turquie et concrètement le gouvernement de l'AKP ont été critiqués pour les effets de leurs politiques économiques. La faiblesse économique du Sud de l'île et la gestion européenne du plan de sauvetage en mars 2013 pourrait cependant altérer la volonté des Turco-chypriotes d'adhérer à l'UE via la réunification et leur faire, au contraire, redécouvrir les avantages du présent *statu quo*.

Enfin, les répercussions de la crise économique sur les positions des gouvernements de Nicosie et d'Athènes vis-à-vis du processus d'adhésion turque sont assez ambivalentes. La crise a bouleversé le système politique grec, avec l'érosion des deux partis centraux, des scissions multiples et l'émergence des forces plus extrêmes. Les débats sur les réponses possibles à la crise économique focalisent l'attention de la classe politique et, par conséquent, l'adhésion turque reste au second plan. Néanmoins, la consolidation des forces ultranationalistes et ouvertement anti-européennes pourrait conditionner le débat dans les années à venir. A Chypre, la question turque a aussi cédé la place aux sujets économiques pendant la campagne électorale de 2013. *A priori*, les partis chypriotes sont favorables à l'adhésion turque, à la condition que la Turquie remplisse les conditions posées par l'UE, y compris la résolution du conflit chypriote et la reconnaissance de la République de Chypre. Mais il est fort probable que le plan de sauvetage approuvé en mars 2013 encourage à court terme des mouvements nationalistes et même anti-européens dans la société chypriote. Par conséquent, la question clé est de savoir si le nouveau gouvernement chypriote sera en mesure de relancer les négociations de réunification et si la Turquie répondra à ces efforts par des mesures susceptibles de débloquent certains chapitres de la négociation d'adhésion.

³⁹ Rebecca Bryant et Christalla Yakinthou, *Cypriot Perceptions of Turkey*, TESEV Publications, Istanbul, 2012.

Scénarios d'évolution

La crise que connaît aujourd'hui le Sud de l'Europe a plusieurs retombées négatives pour la Turquie et ses relations avec l'UE, qui se trouvent en tout état de cause dans un état critique. Premièrement, une récession prolongée en Europe complique le rétablissement des niveaux de croissance antérieurs à la crise et amplifie les déséquilibres macro-économiques de la Turquie. Deuxièmement, elle diminue le pouvoir d'attraction et la capacité transformatrice d'un processus d'adhésion déjà affecté par des années de retard, les blocages politiques et les discours identitaires. Troisièmement, elle affaiblit politiquement des pays amis de la Turquie comme l'Espagne et l'Italie et réduit leur capacité d'influence à l'échelle européenne. Quatrièmement, elle peut alimenter le sentiment anti-élargissement des opinions publiques européennes, particulièrement dans les pays les plus touchés par la crise. Enfin, elle amplifie l'importance des conflits ouverts et latents en Méditerranée orientale puisque la crise peut être perçue comme une opportunité pour les résoudre ou se traduire au contraire par une montée du populisme et du nationalisme qui augmente la tension dans une région déjà très instable.

Les effets de cette crise vont se prolonger dans le temps. On discute de plus en plus des conséquences de la sclérose européenne sur la Turquie, de la place de la Turquie dans une Europe post-crise, du coût de la non adhésion, et des scénarios de relance des relations euro-turques⁴⁰. Dans tout exercice prospectif, il faudra tenir compte de la gestion de la crise du Sud de l'Europe et des possibilités et mécanismes de résolution. Suivant la façon dont sera surmontée la crise actuelle, l'Union à laquelle la Turquie fera face sera plus ou moins attrayante, plus ou moins inclusive et plus ou moins exigeante. On peut dès à présent suggérer trois scénarios d'évolution.

1. Le premier scénario passe par une résolution de la crise européenne, y compris la crise de l'Europe méridionale, dans le cadre d'une UE plus forte et unie, avec des progrès rapides vers l'union politique et l'union bancaire. En soi, ces avancées ne

⁴⁰ Voir respectivement, sur ces sujets : Soli Özel, «Turkey and the European Sclerosis» *The Euro Future Project Paper Series*, German Marshall Fund of the United States, septembre 2012 ; Dimitar Bechev et Natalie Tocci, « Will Turkey Find Its Place in Post-Crisis Europe ? », *Global Turkey in Europe Policy Brief*, n°5, Istanbul, Mercator, IAI/IPC, décembre 2012 ; William Chislett, « The Cost of Turkey's Non-integration into the European Union », *EU-Turkey Monitor*, Vol. 7, n°2/3, septembre 2011 ; Diba Nigar Göksel, « Turkey And the EU: What's Next ? », *GMF On Turkey Analysis*, 5 décembre 2012.

provoqueront pas une réactivation des relations turco-européennes ou une accélération du processus d'adhésion sauf si, dans l'intervalle, on avance dans la résolution du conflit chypriote et des différends gréco-turcs. Pourtant, surmonter la crise européenne redonnerait de la confiance dans la construction européenne ; l'adhésion retrouverait un certain attrait parmi la population et les élites turques et l'élargissement pourrait redevenir une des priorités de l'UE. Dans ce contexte, on peut imaginer que des pays comme l'Italie et l'Espagne continuent à soutenir la volonté turque d'intégrer l'UE et qu'ils unissent leurs forces avec d'autres pays, comme la Suède ou le Royaume Uni. Même si le couple franco-allemand conserve des doutes sur la faisabilité et le calendrier de l'adhésion, la relance du processus de négociation serait alors possible. En outre, si les conflits bilatéraux avec la Grèce et Chypre connaissent un début de résolution, la position de ces deux pays sera beaucoup plus constructive et les Etats membres qui continuent à exprimer des doutes sur l'adhésion turque ne pourraient plus se cacher derrière la position grecque ou chypriote.

2. Le deuxième scénario est celui d'une progression vers une Europe à géométrie variable, qui pourrait exclure une partie de l'Europe du Sud du « noyau dur » et ouvrirait la porte à de nouvelles coopérations renforcées. Cette évolution n'est pas nécessairement hostile aux intérêts turcs. Dans une UE plus souple et à géométrie variable la Turquie pourrait occuper une place moins controversée. Cette hypothèse comporte néanmoins trois risques sous-jacents : que la marginalisation de l'Europe du Sud soit accompagnée par une récession profonde des économies italienne et espagnole ; qu'elle affaiblisse politiquement des gouvernements traditionnellement favorables aux aspirations turques ; et que cette dilution du projet européen favorise l'apparition de nouvelles tensions en Méditerranée orientale et la montée du populisme et du nationalisme en Grèce et à Chypre. Il s'agit donc d'un scénario qui permettrait à la Turquie de s'associer à la construction européenne par la porte de derrière. Mais elle se trouverait face à une Europe dans laquelle ses alliés traditionnels pourraient ne plus faire partie du noyau dur et dans laquelle la Grèce et la République de Chypre pourraient soutenir une ligne bien plus hostile à l'égard de la Turquie.

3. Le troisième scénario, néfaste pour l'Europe mais problématique aussi pour la Turquie, est celui d'une crise prolongée sur le plan économique mais aussi politique et social, qui affaiblit la construction européenne en y introduisant de forts problèmes structurels. On aurait alors une Europe menacée par des tendances centrifuges, avec la sortie de plusieurs pays de la zone euro et peut être aussi de l'UE, et la montée des mouvances populistes et nationalistes, spécialement, mais pas seulement, dans les pays de l'Europe du Sud. Dans ce scénario, l'idée de rejoindre un organisme en décadence ne serait plus à l'ordre du jour en Turquie. Ceux qui défendraient encore l'adhésion turque ne trouveraient d'écho

favorable ni en Europe, ni en Turquie. Certains pays européens demeureront des partenaires importants pour celle-ci, mais dans un cadre où seraient privilégiés les rapports bilatéraux. L'Europe ne serait ni la seule, ni la plus importante des priorités d'Ankara, qui explorerait des liens alternatifs avec les Etats-Unis, la Russie, les économies émergentes et les pays du Moyen-Orient. Dans ce scénario, certains des pays européens amis de la Turquie pourraient devenir hostiles et un des éléments les plus inquiétants serait la possibilité que la Méditerranée orientale devienne un terrain favorable au développement de conflits qui impliqueraient un nombre grandissant d'acteurs de la région.

Les décisions qui seront prises par les décideurs européens pendant l'année 2013 seront essentielles pour comprendre lequel des trois scénarios ici décrits s'ébauche comme le plus probable. Ce n'est pas la Turquie qui emmènera l'UE dans l'une ou l'autre direction, mais elle sera certainement affectée par les actions et inactions de cette Europe en crise. Comme le signalait le président Gül en décembre 2012, « en tant que partie intégrante de l'Europe et avec l'adhésion de l'UE comme objectif stratégique, la Turquie ne peut être un spectateur indifférent »⁴¹. L'Europe du Sud, plongée dans une crise à la fois politique et économique, lourde de conséquences pour l'orientation de la construction européenne et aussi pour les relations euro-turques, devrait donc être l'objet de toutes les attentions.

⁴¹ Abdullah Gül, « Crisis and Transformation », *Project Syndicate*, 31 décembre 2012.